

Le premier geste de Barack Obama à l'égard de Cuba

Salim Lamrani

Le 13 avril 2009, Barack Obama a effectué un premier pas constructif à l'égard de Cuba en annonçant la levée de certaines restrictions affectant les Cubains résidant aux Etats-Unis. Désormais, ces derniers pourront se rendre dans leur pays d'origine sans aucun obstacle et effectuer des transferts d'argent illimités à leurs familles. Le président étasunien tient ainsi sa promesse électorale et met un terme définitif aux sanctions économiques imposées par son prédécesseur George W. Bush en mai 2004, qui limitaient drastiquement les visites des émigrés cubains vers leur pays à 14 jours tous les trois ans et réduisaient l'aide financière à 100 dollars par mois¹.

Il s'agit du premier assouplissement significatif de la politique étasunienne à l'égard de La Havane depuis près de trente ans. En effet, en septembre 1977, le président James Carter avait levé les restrictions concernant les voyages pour les Cubains-américains. Mais en avril 1982, elles furent rétablies par son successeur Ronald Reagan. Ainsi, pour la première fois depuis 1982, les émigrés cubains, à l'instar des autres minorités résidant aux Etats-Unis, vont pouvoir se déplacer sans restrictions, mettant ainsi fin à une situation cruelle qui divisait les familles et violait les droits de la communauté cubaine².

Obama a également élargi la liste d'articles humanitaires qu'il est possible d'envoyer à Cuba aux vêtements, produits hygiéniques et matériel de pêche. Par ailleurs, les entreprises de télécommunications étasuniennes seront autorisées à fournir leurs services aux habitants de l'île³.

L'annonce de la Maison-Blanche intervient à quelques jours du Sommet des Amériques qui se tiendra du 17 au 19 avril 2009 à Trinidad et fait suite au mouvement unanime des présidents latino-américains – dont pas moins de huit d'entre eux ont rendu visite à La Havane depuis janvier 2009 – en faveur d'une normalisation des relations entre Cuba et les Etats-Unis, désormais seul pays du continent à ne pas avoir de relations avec le gouvernement de Raúl Castro⁴.

En effet, le Costa Rica et le Salvador, qui étaient les seuls pays latino-américains à ne pas avoir de liens diplomatiques avec Cuba, se sont rapprochés de l'île. Oscar Arias a annoncé le 18 mars 2009 le rétablissement des relations entre San José et La Havane après presque cinquante ans de rupture. « *Si nous avons pu tourner la page avec des régimes autant opposés au nôtre que l'étaient l'Union soviétique et plus récemment la Chine, comment ne pas le faire avec un pays qui géographiquement et culturellement plus proche tel que Cuba ?* », a-t-il déclaré. Il a également lancé un appel à Washington en faveur d'une normalisation des relations avec La Havane : « *Obama a affirmé lors de sa campagne qu'il voulait converser avec Téhéran sans condition aucune, sans restriction aucune, et je pense donc qu'il devrait avec d'autant plus de raisons en faire autant avec le régime cubain*⁵ ».

Le Salvador en a fait autant. L'une des premières décisions du nouveau président Mauricio Funes, qui prendra ses fonctions le 1^{er} juin 2009, a été d'annoncer le rétablissement des relations diplomatiques avec Cuba, suspendues depuis 1959⁶. San Salvador ne peut pas être la seule capitale « *d'Amérique latine qui n'a[it] pas de relations diplomatiques avec Cuba* », a souligné Funes⁷.

En mars 2009, le Congrès et le Sénat étasuniens avaient déjà temporairement suspendu les restrictions imposées par Bush pour une durée d'un an⁸. Obama les a définitivement éliminées le 12 mars 2009. Il s'agit sans nul doute d'un pas encourageant mais insuffisant.

Au sein du Congrès, les initiatives en faveur d'un allègement des sanctions économiques se sont multipliées. Un projet législatif, soutenu par plus de vingt congressistes démocrates et républicains, destiné à éliminer les obstacles pour la vente de produits agricoles et permettre les transactions financières directes avec Cuba, a été déposé le 26 mars 2009 par le représentant républicain Jerry Moran du Kansas. « *Vues les difficultés qu'impose la situation économique actuelle à nos producteurs, il s'agit du moment opportun pour inciter les Etats-Unis à effectuer des changements dans sa politique commerciale à l'égard de Cuba* », a souligné Moran. « *Cuba est un important marché pour la production agricole étasunienne, ainsi que pour les produits manufacturés et distributeurs d'aliments* », a-t-il ajouté⁹.

Le 3 avril 2009, sept importants membres du Congrès étasunien se sont rendus à La Havane, pour une visite de cinq jours, afin d'établir un dialogue au sujet d'un éventuel rapprochement entre les deux pays. Barbara Lee, chef du groupe de représentants, a noté qu'il était « *temps de parler de Cuba* ». Elle a été reçue à la fois par Raúl Castro et Fidel Castro¹⁰. « *Nous sommes convaincus que le président Castro voit que la normalisation et la fin de l'embargo serait bénéfique pour les deux pays* », a-t-elle ajouté. Pour sa part, le congressiste démocrate de l'Illinois Bobby Robson a exprimé la bonne impression laissée par Fidel Castro : « *Il est à l'opposé de ce que les médias disent de lui. Il m'a surpris [par] son grand sens de l'humour, sa connaissance de l'histoire et sa qualité d'être humain*¹¹ ».

De son côté, le sénateur républicain Richard G. Lugar a exhorté l'administration Obama de nommer un envoyé spécial pour Cuba dans une lettre datée du 30 mars 2009, faisant référence à « *une politique qui a non seulement échoué [...] mais qui nuit également à nos intérêts politiques et de sécurité*¹² ».

Un groupe de douze militaires de haut rang à la retraite a lancé un appel à Obama le 13 avril 2009 afin qu'il soutienne et signe le projet de loi présenté par le congressiste démocrate Bill Delahunt, qui permettrait aux citoyens étasuniens de se rendre à Cuba, en reprenant les arguments du sénateur Lugar. « *L'embargo a provoqué un mouvement diplomatique significatif contre la politique des Etats-Unis. En tant que militaires professionnels, nous comprenons que les intérêts des Etats-Unis sont mieux servis quand le pays est capable d'obtenir le soutien des autres nations envers notre cause* », ont-ils déclaré. « *Dans le monde entier, les leaders réclament un véritable changement politique basé sur les espoirs que vous avez suscité avec votre campagne. Cuba s'offre comme l'élément le plus accessible pour démontrer ce changement et ce serait de plus une manœuvre qui resterait profondément gravée dans la mémoire de nos partenaires et rivaux du monde* », ont-ils conclu¹³.

Fidel Castro a réitéré la disposition de Cuba au dialogue : « *Il n'est pas nécessaire de souligner ce que Cuba a toujours dit : nous ne craignons pas de dialoguer avec les Etats-Unis. Nous n'avons pas besoin de confrontation pour exister, comme pensent certains imbéciles ; nous existons précisément parce que nous croyons en nos idées et que nous n'avons jamais eu peur de dialoguer avec l'adversaire. Il s'agit de la seule façon d'obtenir l'amitié et la paix entre les peuples*¹⁴ ».

Le leader révolutionnaire a également tenu à préserver le président étasunien : « *Notre pays [...] n'accuse pas Obama des atrocités commises par les autres gouvernements des Etats-Unis. Il ne questionne pas non plus sa sincérité et ses désirs de changer la politique et l'image des Etats-Unis. Il comprend qu'il a livré une bataille très difficile pour être élu, malgré les préjugés séculaires*¹⁵ ».

Le président Raúl Castro en a fait de même en faisant part de sa « *disposition à discuter de n'importe quel sujet, en ayant comme seules prémisses l'égalité souveraine des Etats, le respect absolu de l'indépendance nationale et le droit inaliénable de chaque peuple à l'autodétermination*¹⁶ ».

La secrétaire d'Etat Hillary Clinton a déclaré que c'était désormais au tour de Cuba de faire un geste « *réciroque* ». *El País*, important quotidien espagnol, a immédiatement repris la position de Washington dans un éditorial : « *En levant les restrictions sur les transferts d'argent et les voyages dans l'île, Obama a placé Cuba et les pays jusqu'alors les plus hostiles à l'égard des Etats-Unis dans la nécessité de répondre par un geste qui contribue également à la détente* ». Rien ne saurait être plus éloigné de la vérité. En effet, le président étasunien n'a fait que réparer une infime partie des nombreuses injustices commises par ses prédécesseurs à l'égard du peuple cubain. Cuba ne s'est jamais immiscée dans les affaires internes des Etats-Unis, ne les a jamais agressés, n'a jamais envahi militairement le territoire étasunien, n'a jamais cherché à subvertir l'ordre établi ou renverser son gouvernement, n'a jamais imposé de sanctions économiques, n'a jamais mis en place des lois extraterritoriales, n'a jamais financé une opposition interne, n'a jamais commis d'attentats terroristes contre le peuple étasunien, n'a jamais protégé de terroristes sur leur territoire, n'a jamais fomenté l'émigration illégale, n'a jamais occupé par la force une partie de son territoire contre la volonté souveraine de leur peuple et n'a jamais diffusé de programmes subversifs en direction des Etats-Unis¹⁷.

Le maximum que puissent faire les Cubains est de prendre acte de la rectification effectuée par la Maison-Blanche. Mais ils ne peuvent s'en contenter. Si Washington veut démontrer aux yeux du peuple cubain et du monde qu'il souhaite sincèrement établir un *modus vivendi* avec La Havane, il doit impérativement prendre les trois décisions suivantes :

1. Libérer immédiatement les cinq prisonniers politiques cubains injustement incarcérés depuis septembre 1998 pour avoir infiltré les groupuscules d'extrême droite de Floride impliqués dans des actes terroristes contre Cuba. Accusés de « *conspiration en vue de commettre des actes d'espionnage* », Gerardo Hernández Nordelo, Antonio Guerrero Rodríguez, Ramón Labañino Salazar, René González Schweret et Fernando González Llort ont été condamnés à un total de quatre peines de prison à vie doublées de 77 ans lors d'une parodie de procès tenu à Miami. Trois militaires de haut rang, Eugene Carroll, contre-amiral de la Marine de Guerre des Etats-Unis actuellement à la retraite, Edward Breed Atkeson, général de division de l'armée des Etats-Unis, et James R. Clapper, lieutenant général des Forces aériennes des Etats-Unis, ont certifié à la Cour que les cinq Cubains n'avaient pas réalisé d'activités d'espionnage. Le procureur lui-même a reconnu qu'« *à la lumière des preuves présentées lors du procès* », prouver l'inculpation de Gerardo Hernández, accusé d'assassinat, « *représente un obstacle insurmontable pour les Etats-Unis* ». Malgré la confession du procureur, tous les

membres du juré avaient reconnu Gerardo Hernández coupable d'homicide volontaire avec préméditation, sans poser une seule question à l'accusé ou au parquet, sans exiger la moindre clarification à ce sujet. La Cour d'Appel d'Atlanta a reconnu également qu'il ne s'agissait pas d'un cas d'espionnage, ni d'une atteinte à la sécurité nationale. Le 30 janvier 2009, la défense décida de faire appel auprès de la Cour suprême. Pas moins de dix Prix Nobel – José Ramos-Horta, actuel président du Timor Oriental, distingué en 1996, Wole Soyinka, écrivain nigérian récompensé en 1986, Adolfo Pérez Esquivel, Argentin Prix Nobel de la Paix en 1980, Nadine Gordimer, écrivain sud-africaine distinguée en 1991, Rigoberta Menchú, Guatémaltèque et Prix Nobel de la Paix en 1992, José Saramago, écrivain portugais récompensé pour ses œuvres littéraires en 1992, Zhores Alferov, Prix Nobel de Physique en 2000, Dario Fo, auteur italien récompensé en 1997, Gunter Grass, écrivain allemand dont les écrits ont été distingués par le prix Nobel de littérature en 1999 et Mairead Corrigan Maguire, Irlandaise Prix Nobel de la Paix en 1976– ont présenté une pétition *Amicus Curiae* auprès de la Cour Suprême étasunienne exigeant un procès équitable et la libération des cinq Cubains¹⁸.

2. Juger ou extraditer vers le Venezuela, où il est recherché par la justice le terroriste international Luis Posada Carriles, responsable de plus d'une centaine d'homicides, pour les crimes qu'il a commis tout au long de sa trajectoire criminelle de près de 40 ans. Il est, entre autres, l'auteur intellectuel avec Orlando Bosch du sanglant attentat commis le 6 octobre 1976 contre l'avion commercial cubain 445 de *Cubana de Aviación* qui a coûté la vie à 73 personnes à la Barbade, incluant toute l'équipe junior d'escrime cubaine qui venait de remporter les jeux panaméricains, et commanditaire de la vague d'attentats qui a ensanglanté l'industrie touristique cubaine entre avril et septembre 1997, et qui a coûté la vie à un jeune Italien. En novembre 2000, il a également placé 45 kilos d'explosifs C-4 dans l'amphithéâtre de l'Université de Panama où s'étaient réunis 2 000 étudiants pour écouter le discours du président Fidel Castro. Il a été impliqué dans de nombreux autres actes criminels y compris plusieurs tentatives d'assassinat contre Fidel Castro, notamment lors de sa visite à Salvador Allende en 1971, lors de son voyage au Venezuela en 1988 et durant le second Sommet ibéro-américain de Madrid en 1992. Il est également responsable des assassinats de plusieurs fonctionnaires cubains en Argentine en août 1976 et a collaboré avec les services secrets d'Augusto Pinochet au Chili dans la disparition de nombreux opposants politiques. Il se trouve actuellement en liberté à Miami car Washington refuse de le juger pour les crimes qu'il a commis alors qu'il était agent de la CIA¹⁹.

3. Abroger la loi d'Ajustement cubain votée par le Congrès le 1^{er} novembre 1966. Unique au monde, elle a pour but de stimuler l'émigration illégale et le vol de cerveaux et de politiser la problématique migratoire dans la guerre idéologique contre La Havane. Elle permet à tout Cubain émigrant légalement ou illégalement, pacifiquement ou par la violence, vers les Etats-Unis, d'obtenir automatiquement au bout d'un an la résidence permanente et de nombreux autres avantages. Dans le même temps, les Etats-Unis refusent d'accorder des visas aux Cubains

souhaitant émigrer légalement, encourageant ainsi l'émigration clandestine et les coups de force. Le caractère criminel de cette loi est très clair. En limitant le nombre de visas accordés, Washington promeut l'émigration dangereuse qui coûte la vie à beaucoup de Cubains chaque année. Cette législation singulière pousse également les délinquants et les criminels à commettre l'irréparable pour quitter le pays, comme ce fut le cas le 3 mai 2007 lors d'une prise d'otages à l'aéroport de La Havane qui a coûté la vie au lieutenant-colonel Víctor Ivo Acuña Velásquez²⁰.

Si Obama adopte ces trois mesures, il gagnera en partie la confiance de La Havane, élément indispensable pour une éventuelle normalisation des relations. Le gouvernement révolutionnaire répondra alors positivement à la demande de Washington du 18 mars 2009 de libérer « *les prisonniers politiques* », en référence aux personnes arrêtées et condamnées en 2003 pour avoir accepté les émoluments offerts par Washington, violant ainsi la loi cubaine²¹.

Washington n'a pas l'intention de lever immédiatement l'état de siège contre Cuba, qui empêche même l'île d'acquérir des appareils médicaux de première nécessité. Le vice-président Joseph Biden l'a confirmé le 28 mars 2009 lors de sa visite au Chili²². Il a néanmoins reconnu la nécessité d'un changement dans la politique étrangère des États-Unis à l'égard de La Havane²³.

Pourtant, hormis huit congressistes, incapables d'accepter le cours de l'histoire et défendant les intérêts les plus rétrogrades, qui se prononcent en faveur *dustatu quo* actuel – à savoir les représentants républicains Ileana Ros Lehtinen (Floride), Mario Díaz Balart (Floride), Lincoln Díaz Balart (Floride) et démocrates Kendrick Meek (Floride), Debbie Wasserman-Schultz (Floride), Albio Sire (New Jersey) ainsi que les sénateurs Bob Menéndez (démocrate / New Jersey) et Mel Martinez (républicain / Floride) –, l'immense majorité des acteurs de la société étasunienne, à commencer par l'opinion publique, est en faveur d'une normalisation des relations avec Cuba. Selon un sondage de la chaîne étasunienne *CNN* du 10 avril 2009, 71% des citoyens étasuniens sont en faveur d'un rétablissement des relations diplomatiques²⁴. Un autre réalisé le 15 avril 2009 par l'organisation *World Public Opinion* montre que 70% sont favorables à la levée des interdictions pour les ressortissants étasuniens de voyager dans l'île²⁵.

Une chose est sûre : Barack Obama, qui dispose d'une opportunité historique de mettre un terme à un demi-siècle de conflit insensé, ne peut conditionner la normalisation des relations avec Cuba à un changement de la structure politique, économique et sociale du pays, car les Cubains sont dans l'incapacité d'accepter toute atteinte à leur souveraineté ou de céder au langage de la force. Par ailleurs, Washington a normalisé ses relations avec la Chine, le Vietnam et en partie avec la Corée du Nord, sans pour autant émettre une telle exigence. Faire preuve de discrimination à l'égard de La Havane à ce sujet, en plus d'être une tactique vouée à l'échec, minerait singulièrement la crédibilité de la Maison-Blanche dans sa volonté de limer les aspérités entre les deux nations.

Notes

¹ Jennifer Loven, « Obama Allowing Travel, Money Transfers to Cuba », *The Associated Press*, 13 avril 2009.

² *Ibid.*

- ³ John Dorschner & Monica Hatcher, « Liberan a los viajes a Cuba », *El Nuevo Herald*, 13 avril 2009.
- ⁴ *Ibid.*
- ⁵ Marianela Jiménez, « Costa Rica restablece relaciones con Cuba », *The Associated Press*, 18 mars 2009.
- ⁶ *EFE*, « Funes anuncia que en su futuro Gobierno restablecerá relaciones con Cuba », 18 mars 2009 ; Marianela Jiménez, « Costa Rica, El Salvador Promise Ties With Cuba », *The Associated Press*, 18 mars 2009.
- ⁷ *El Nuevo Herald*, « Costa Rica y El Salvador reanudan lazos con Cuba », 19 mars 2009.
- ⁸ Anne Flaherty, « Congress Vote to Ease Travel Restrictions », *The Associated Press*, 10 mars 2009 ; Lesley Clark & Frances Robles, « Senado suaviza controles sobre los viajes a Cuba », *The Miami Herald*, 11 mars 2009.
- ⁹ Wilfredo Cancio Isla, « Presentan legislación para facilitar las ventas agrícolas a Cuba », *El Nuevo Herald*, 27 mars 2009.
- ¹⁰ *EFE*, « Congresistas de EEUU se reúnen con funcionarios cubanos en La Habana », 4 avril 2009.
- ¹¹ Andrea Rodriguez, « Fidel Castro recibe a congresistas de EEUU », *The Associated Press*, 7 avril 2009.
- ¹² Wilfredo Cancio Isla, « Congresistas demócratas viajan a Cuba a abrir diálogo », *El Nuevo Herald*, 2 avril 2009.
- ¹³ Fidel Castro Ruz, « Militares con criterios acertados », *Cuba Debate*, 15 avril 2009.
- ¹⁴ Fidel Castro Ruz, « Con los pies sobre la tierra », *Cuba Debate*, 5 avril 2009.
- ¹⁵ Fidel Castro Ruz, « Del bloqueo no se dijo una palabra », *Cuba Debate*, 13 avril 2009.
- ¹⁶ Andrea Rodriguez, « Fidel Castro recibe a congresistas de EEUU », *op. cit.*
- ¹⁷ *The Associated Press*, « Clinton : US Waiting for Cuba 's Next Move », 16 avril 2009 ; *El País*, « La hora de Cuba », 14 avril 2009.
- ¹⁸ Salim Lamrani, *Cuba. Ce que les médias ne vous diront jamais* (Paris : Editions Estrella, 2009).
- ¹⁹ *Ibid.*
- ²⁰ *Ibid.*
- ²¹ *EFE*, « EEUU insta a Cuba a liberar presos políticos y mejorar en derechos humanos », 18 mars 2009.
- ²² *EFE*, « Biden rechaza que Estados Unidos vaya a levantar el bloqueo sobre Cuba », 28 mars 2009 ; *Agence France Presse*, « Biden : pas de levée de l'embargo contre Cuba, mais une politique différente », 29 mars 2009.
- ²³ *Agence France Presse*, « EEUU espera compromiso de Cuba en derechos humanos », 31 mars 2009.
- ²⁴ *CNN*, « Poll: Three-quarters favor relations with Cuba », 10 avril 2009.
- ²⁵ *Agence France Presse*, « Mayoría de estadounidenses quiere viajar libremente a Cuba, según sondeo », 15 avril 2009.

Salim Lamrani est enseignant chargé de cours à l'Université Paris-Descartes et l'Université Paris-Est Marne-la-Vallée et journaliste français, spécialiste des relations entre Cuba et les Etats-Unis. Il a publié, entre autres, *Double Morale. Cuba, l'Union européenne et les droits de l'homme*(Paris : Editions Estrella, 2008). Son nouvel ouvrage s'intitule *Cuba. Ce que les médias ne vous diront jamais* (Paris : Editions Estrella, 2009) et comporte un prologue de Nelson Mandela.

Contact : lamranisalim@yahoo.fr ; salim.lamrani@parisdescartes.fr